## DE LA COMMUNE DE REILLANNE (04110)

## <u>Séance du 16 décembre 2024</u> 77/2024

L'an deux mille vingt-quatre et le **lundi seize décembre deux mille vingt-quatre** à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle Du conseil municipal de Reillanne, sous la présidence de Madame Claire DUFOUR, Maire.

<u>Présents</u>: Isabelle GRENUT Bernard GIORGI Claire DUFOUR Sébastien TERRANOVA Francis MARGUERITE Marion ABDLAUER Lucien SILVY Jean CASSINI Cécile ABBAS Lucie ROUX Elodie DOMINGUEZ Muriel LAVAULT Jean-Yves DOMALAIN.

Absents: SIMON Françoise, BIANCHI Xavier, Fabien GERVAIS-BRIAND

<u>Procurations</u>: Fanny LABESHOULE à Isabelle GRENUT, Jérôme CHEVALIER à Muriel LAVAULT, Christine BAPTISTE à Sébastien TERRANOVA

Secrétaire de séance : Cécile ABBAS

#### Objet: Convention commune de Reillanne / Commune de Villemus pour le CLSH

Madame le Maire indique qu'elle a été destinataire d'une demande de la commune de Villemus sollicitant l'accueil au CLSH de Reillanne d'enfants pour les vacances scolaires et le mercredi à compter du 1er janvier 2025.

Une convention doit être établie entre les deux communes afin de fixer la répartition des charges financières.

Après lecture de la convention,

Le conseil municipal à l'unanimité,

<u>APPROUVE</u>: les termes de la convention entre la commune de reillanne et la commune de Villemus jointe à la présente délibération ;

**AUTORISE**: Madame le Maire à signer ladite convention.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus. Pour copie conforme Reillanne, le 16/12/2024



## DE LA COMMUNE DE REILLANNE (04110)

## <u>Séance du 16 décembre 2024</u> <u>78/2024</u>

L'an deux mille vingt-quatre et le **lundi seize décembre deux mille vingt-quatre** à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle Du conseil municipal de Reillanne, sous la présidence de Madame Claire DUFOUR, Maire.

<u>Présents</u>: Isabelle GRENUT Bernard GIORGI Claire DUFOUR Sébastien TERRANOVA Francis MARGUERITE Marion ABDLAUER Lucien SILVY Jean CASSINI Cécile ABBAS Lucie ROUX Elodie DOMINGUEZ Muriel LAVAULT Jean-Yves DOMALAIN.

Absents: SIMON Françoise, BIANCHI Xavier, Fabien GERVAIS-BRIAND

<u>Procurations</u>: Fanny LABESHOULE à Isabelle GRENUT, Jérôme CHEVALIER à Muriel LAVAULT, Christine BAPTISTE à Sébastien TERRANOVA

Secrétaire de séance : Cécile ABBAS

### Objet: Convention commune de Reillanne / Commune de Montjustin pour le CLSH

Madame le Maire indique qu'elle a été destinataire d'une demande de la commune de Montjustin sollicitant l'accueil au CLSH de Reillanne d'enfants pour les vacances scolaires et le mercredi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Une convention doit être établie entre les deux communes afin de fixer la répartition des charges financières.

Après lecture de la convention,

Le conseil municipal à l'unanimité,

<u>APPROUVE</u>: les termes de la convention entre la commune de reillanne et la commune de Montjustin jointe à la présente délibération ;

<u>AUTORISE</u>: Madame le Maire à signer ladite convention.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus. Pour copie conforme Reillanne, le 16/12/2024



## DE LA COMMUNE DE REILLANNE (04110)

## <u>Séance du 16 décembre 2024</u> 79/2024

L'an deux mille vingt-quatre et le **lundi seize décembre deux mille vingt-quatre** à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle Du conseil municipal de Reillanne, sous la présidence de Madame Claire DUFOUR, Maire.

<u>Présents</u>: Isabelle GRENUT Bernard GIORGI Claire DUFOUR Sébastien TERRANOVA Francis MARGUERITE Marion ABDLAUER Lucien SILVY Jean CASSINI Cécile ABBAS Lucie ROUX Elodie DOMINGUEZ Muriel LAVAULT Jean-Yves DOMALAIN.

Absents: SIMON Françoise, BIANCHI Xavier, Fabien GERVAIS-BRIAND

<u>Procurations</u>: Fanny LABESHOULE à Isabelle GRENUT, Jérôme CHEVALIER à Muriel LAVAULT, Christine BAPTISTE à Sébastien TERRANOVA

Secrétaire de séance : Cécile ABBAS

### Objet: Convention commune de Reillanne / Commune de Saint-Martin-Les-Eaux pour le CLSH

Madame le Maire indique qu'elle a été destinataire d'une demande de la commune de Saint-Martin-Les-Eaux sollicitant l'accueil au CLSH de Reillanne d'enfants pour les vacances scolaires et le mercredi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Une convention doit être établie entre les deux communes afin de fixer la répartition des charges financières.

Après lecture de la convention,

Le conseil municipal à l'unanimité,

**APPROUVE :** les termes de la convention entre la commune de reillanne et la commune de Saint-Martin-les-eaux jointe à la présente délibération ;

**<u>AUTORISE</u>** : Madame le Maire à signer ladite convention.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus. Pour copie conforme Reillanne, le 16/12/2024



## <u>Séance du 16 décembre 2024</u> <u>80/2024</u>

L'an deux mille vingt-quatre et le **lundi seize décembre deux mille vingt-quatre** à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle Du conseil municipal de Reillanne, sous la présidence de Madame Claire DUFOUR, Maire.

<u>Présents</u>: Isabelle GRENUT Bernard GIORGI Claire DUFOUR Sébastien TERRANOVA Francis MARGUERITE Marion ABDLAUER Lucien SILVY Jean CASSINI Cécile ABBAS Lucie ROUX Elodie DOMINGUEZ Muriel LAVAULT Jean-Yves DOMALAIN.

Absents: SIMON Françoise, BIANCHI Xavier, Fabien GERVAIS-BRIAND

<u>Procurations</u>: Fanny LABESHOULE à Isabelle GRENUT, Jérôme CHEVALIER à Muriel LAVAULT, Christine BAPTISTE à Sébastien TERRANOVA

Secrétaire de séance : Cécile ABBAS

#### Objet : Tarifs ACLSH vacances scolaires et périscolaire pour les familles

Madame le Maire propose de revoir les tarifs appliqués aux familles pour l'accueil du centre de loisirs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## Pour le périscolaire du matin et/ou du soir :

| Quotient Familial inférieur à 516            | 0.90 € matin et/ou soir    |
|--|----------------------------|
| Quotient familial compris entre 517 et 637   | 1.10 € le matin et/ou soir |
| Quotient familial compris entre 638 et 775   | 1.30 € le matin et/ou soir |
| Quotient familial compris entre 776 et 1 200 | 1.60 € matin et/ou soir    |
| Quotient familial supérieur à 1 200          | 1.70 € matin et/ou soir    |

## Pour l'accueil pendant les vacances scolaires et du mercredi :

|                              | 1/2 journée<br>Reillanne | Journée<br>Reillanne | ½ journée<br>Extérieur | Journée<br>Extérieur |
|------------------------------|--------------------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| QF inférieur à 516           | 7.15 €                   | 10.20€               | 8.15 €                 | 12.20 €              |
| QF compris entre 517 et 637  | 7.35 €                   | 10.40 €              | 8.35 €                 | 12.40 €              |
| QF compris entre 638 et 775  | 7.60 €                   | 11.10 €              | 8.60 €                 | 13.10 €              |
| QF compris entre 776 et 1200 | 8.25 €                   | 11.80 €              | 9.25 €                 | 13.80 €              |
| QF supérieur à 1200          | 8.50 €                   | 12.00 €              | 9.50 €                 | 15.00 €              |

Après discussion,

Le conseil municipal à l'unanimité,

<u>APPROUVE</u>: les tarifs pour l'accueil du centre de loisirs indiqués ci-dessus et applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus. Pour copie conforme Reillanne, le 16/12/2024



## DE LA COMMUNE DE REILLANNE (04110)

#### <u>Séance du 16 décembre 2024</u> 81/2014

L'an deux mille vingt-quatre et le **lundi seize décembre deux mille vingt-quatre** à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle Du conseil municipal de Reillanne, sous la présidence de Madame Claire DUFOUR, Maire.

<u>Présents</u>: Isabelle GRENUT Bernard GIORGI Claire DUFOUR Sébastien TERRANOVA Francis MARGUERITE Marion ABDLAUER Lucien SILVY Jean CASSINI Cécile ABBAS Lucie ROUX Elodie DOMINGUEZ Muriel LAVAULT Jean-Yves DOMALAIN.

Absents: SIMON Françoise, BIANCHI Xavier, Fabien GERVAIS-BRIAND

<u>Procurations</u>: Fanny LABESHOULE à Isabelle GRENUT, Jérôme CHEVALIER à Muriel LAVAULT, Christine BAPTISTE à Sébastien TERRANOVA

**Secrétaire de séance** : Cécile ABBAS

#### Objet: Demande de subvention dans le cadre du programme régional « nos communes d'abord »

Madame le Maire indique que le conseil régional PACA a mis en place un dispositif d'aide financière destiné à accompagner les projets d'aménagement et de développement local. Le dispositif « nos communes d'abord » remplace le « Fonds Régional d'Aménagement du Territoire » (FRAT). La subvention régionale peut atteindre maximum de 50% de la dépense subventionnable hors taxe de l'opération.

Dans sa volonté de réhabiliter complétement le moulin Delestic, madame le Maire propose de présenter ce projet au titre de ce dispositif.

Ces travaux de sauvegarde de ce moulin à farine visent à faire de cet endroit un lieu culturel, d'hébergement et de rencontre.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver la demande d'aide financière, au titre dudit dispositif de la Région, pour la réalisation de ce projet :

| Opération                      | Montant € HT | Subvention escomptée € |
|--------------------------------|--------------|------------------------|
| Réhabilitation Moulin Délestic | 699 267.00   | 125 000.00             |

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- ADOPTE la demande de subvention relative à l'opération ci-dessus mentionnée ;
- **SOLLICITE** le cofinancement du Conseil régional à hauteur de 125 000.00 €;
- AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à effectuer routes les démarches nécessaires à l'exécution de cette délibération

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus. Pour copie conforme Reillanne, le 16/12/2024



## <u>Séance du 16 décembre 2024</u> <u>82/2014</u>

L'an deux mille vingt-quatre et le **lundi seize décembre deux mille vingt-quatre** à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle Du conseil municipal de Reillanne, sous la présidence de Madame Claire DUFOUR, Maire.

<u>Présents</u>: Isabelle GRENUT Bernard GIORGI Claire DUFOUR Sébastien TERRANOVA Francis MARGUERITE Marion ABDLAUER Lucien SILVY Jean CASSINI Cécile ABBAS Lucie ROUX Elodie DOMINGUEZ Muriel LAVAULT Jean-Yves DOMALAIN.

Absents: SIMON Françoise, BIANCHI Xavier, Fabien GERVAIS-BRIAND

<u>Procurations</u>: Fanny LABESHOULE à Isabelle GRENUT, Jérôme CHEVALIER à Muriel LAVAULT, Christine BAPTISTE à Sébastien TERRANOVA

Secrétaire de séance : Cécile ABBAS

## Objet : admission en non-valeur de créances irrécouvrables et éteintes

Madame le Maire expose que dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable public, ce dernier a transmis un état de produits communaux à présenter en non-valeur ainsi qu'une liste de créances éteintes pour décision d'amission en non-valeur dans le budget de la commune te de l'eau.

En général, si les titres sont présentés en non-valeur, c'est que la trésorerie a essayé par tous les moyens d'obtenir un recouvrement en vain.

## 1- Créances irrécouvrables:

Il s'agit de créances communales pour lesquelles le comptable public n'a pu aboutir dans les procédures de recouvrement. Il est à préciser que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur. Le montant total des titres à émettre en non-valeur s'élève à la somme de :

| Budget                | Compte            | Montant    |
|-----------------------|-------------------|------------|
|                       |                   |            |
| Commune               | 6541 - non-valeur | 51.89 €    |
|                       |                   |            |
| Eau et assainissement | 6541 – non valeur | 2 237.81 € |

#### 2- Créances éteintes :

Cette situation intervient lorsqu'une décision juridique extérieure prononce l'irrécouvrabilité, qui s'impose alors à la collectivité créancière et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable. Elles constituent donc une charge budgétaire définitive et doivent être constatées par l'Assemblée.

Elles s'élèvent à la somme de :

| Budget  | Compte | Montant  |
|---------|--------|----------|
|         |        |          |
| Commune | 6542   | 551.95 € |
|         |        |          |
| Eau     | 6542   | 923.78 € |

Vu les articles L2121-29, L2121-1 à L2121-223 et R 2121-10 du code général des collectivités territoriales qui concernent le conseil municipal et son fonctionnement ;

Vu l'instruction budgétaire M57, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

Vu les demandes d'admission en non-valeur et de créances éteintes transmises par Monsieur le Trésorier de Forcalquier.

Considérant que le comptable certifie avoir émargé aux articles respectifs, les sommes indiquées sur l'état lesquelles n'avaient pas été soldées avant réception de la décision ; Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur et en créances éteintes, par l'assemblée délibérantes, ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité les créances irrécouvrables.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

<u>ADMET</u>: en non-valeur les créances irrécouvrables et éteintes mentionnées ci-dessus. <u>INSCRIT</u>: les crédits nécessaires au budget commune et eau de l'exercice en cours, aux articles et chapitres prévus à cet effet

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus. Pour copie conforme Reillanne, le 16/12/2024



## <u>Séance du 16 décembre 2024</u> <u>83/2014</u>

L'an deux mille vingt-quatre et le **lundi seize décembre deux mille vingt-quatre** à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle Du conseil municipal de Reillanne, sous la présidence de Madame Claire DUFOUR, Maire.

<u>Présents</u>: Isabelle GRENUT Bernard GIORGI Claire DUFOUR Sébastien TERRANOVA Francis MARGUERITE Marion ABDLAUER Lucien SILVY Jean CASSINI Cécile ABBAS Lucie ROUX Elodie DOMINGUEZ Muriel LAVAULT Jean-Yves DOMALAIN.

Absents: SIMON Françoise, BIANCHI Xavier, Fabien GERVAIS-BRIAND

<u>Procurations</u>: Fanny LABESHOULE à Isabelle GRENUT, Jérôme CHEVALIER à Muriel LAVAULT, Christine BAPTISTE à Sébastien TERRANOVA

Secrétaire de séance : Cécile ABBAS

## Objet : Ouverture d'un poste d'Adjoint technique

Madame Le Maire expose que conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité territoriale sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Il est précisé que cette délibération n'est pas soumise à l'avis préalable du Comité social territorial compétent.

Compte tenu du départ de deux agents titulaires du service technique, il convient de renforcer les effectifs de ce service.

Dans ce cadre, le Maire propose à l'organe délibérant la création d'un emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps complet,

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des ATT, au grade des adjoints techniques territoriaux ATT relevant de la catégorie hiérarchique C,

Conformément à l'article L.2 du Code général de la fonction publique, les emplois permanents des collectivités et établissements sont occupés par des fonctionnaires. Toutefois, dans l'hypothèse d'un recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions proposées pourront être exercées par un contractuel sur le fondement et dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-14 du Code général de la fonction publique.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de créer l'emploi permanent d'adjoint technique territorial.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.2, L.332-8 à L.332-14 et L.313-1

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent d'adjoint technique Territorial,

Considérant que l'accomplissement de ces missions relèvent du cadre d'emplois des ATT

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité,

#### **DÉCIDE**

#### Article 1:

De créer un emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps complet, de catégorie C au grade d'adjoint technique territorial relevant du cadre d'emplois des ATT.

#### Article 2

D'autoriser Madame Le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi.

## Article 3:

Que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent recruté seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

#### Article 4:

Que Madame le Maire est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus. Pour copie conforme Reillanne, le 16/12/2024



### <u>Séance du 16 décembre 2024</u> 84/2014

L'an deux mille vingt-quatre et le **lundi seize décembre deux mille vingt-quatre** à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle Du conseil municipal de Reillanne, sous la présidence de Madame Claire DUFOUR, Maire.

<u>Présents</u>: Isabelle GRENUT Bernard GIORGI Claire DUFOUR Sébastien TERRANOVA Francis MARGUERITE Marion ABDLAUER Lucien SILVY Jean CASSINI Cécile ABBAS Lucie ROUX Elodie DOMINGUEZ Muriel LAVAULT Jean-Yves DOMALAIN.

Absents: SIMON Françoise, BIANCHI Xavier, Fabien GERVAIS-BRIAND

<u>Procurations</u>: Fanny LABESHOULE à Isabelle GRENUT, Jérôme CHEVALIER à Muriel LAVAULT, Christine BAPTISTE à Sébastien TERRANOVA

Secrétaire de séance : Cécile ABBAS

## Objet : Convention de mutualisation du poste d'ASVP

Madame Le Maire expose qu'une convention de mutualisation pour la mise en commun d'un poste d'agent de surveillance de la voie publique sur les communes de Reillanne, Villemus et Saint-Martin-les-Eaux doit être prise afin de définir les modalités de mise en commune de l'agent et des équipements.

Après lecture du document, Madame le Maire le soumet au vote,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité

**APPROUVE :** la convention jointer en annexe

**AUTORISE**: Madame le maire à signer ladite convention

**<u>DIT</u>**: qu'elle devra être transmise aux autres communes pour signature

**<u>DIT</u>**: qu'un exemplaire ce cette convention sera jointe en annexe.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus. Pour copie conforme Reillanne, le 16/12/2024

